



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Quarante-deuxième billet, janvier 2016)**

Chères habitantes et chers habitants de la Commune,

L'année 2016 marque la fin de la législature 2011-2016. Pour son dernier billet de cette législature, la syndique vous livre son bilan. Bonne lecture à tous.

Erika Schnyder, syndique



Bilan de la législature 2011 - 2016



1 RESUME

La législature 2011-2016 est arrivée à son terme et c'est l'occasion d'en faire le bilan.

Ce bilan permettra de voir quelles réalisations du programme de législature ont été menées à chef et donnera à la population une information transparente sur les activités du Conseil communal, tout en soulignant qu'il s'agit ici de mon appréciation personnelle.

En toute objectivité, le constat reste globalement positif, du point de vue de la Commune, même si les ambitions personnelles et les attentes de chacun n'ont peut-être pas toutes été satisfaites et même si certains reprocheront au Conseil communal une politique timorée, voire frileuse et peu innovative. Toutefois une prise de risques modérée s'est avérée judicieuse et force est de constater qu'au cours de ces cinq dernières années, la situation de notre Commune n'a cessé de s'améliorer, et ce malgré la croissance linéaire des charges liées et le peu de postes directement dans la sphère d'influence de la Commune. Le défi majeur aura été de poursuivre une politique de développement sans exploser la dette ni augmenter les impôts. Le Conseil communal a même fait mieux puisqu'il a grandement diminué la dette (depuis 2006, de 95 mio, à 68 mio en 2011 et à 56 mio à fin 2015) tout en améliorant et en développant les prestations offertes à la population ainsi que la qualité de vie.

Certes les bons résultats des rentrées fiscales des personnes morales ont été un facteur essentiel à cette réussite, mais d'une part elles ont permis de compenser la stagnation, voire la baisse des rentrées fiscales des personnes physiques et d'autre part, pour la première fois en 2015 (et c'est aussi le cas en 2016), les recettes liées aux personnes morales ont dépassé celles engendrées par les personnes physiques. Personne ne niera que la grande dépendance de la Commune face à ses personnes morales est sans doute ce qui fait sa force, au plan cantonal, mais aussi la place dans une situation d'extrême tension, tant les fluctuations dans ce type de recettes sont importantes. Il est donc plus que jamais nécessaire de bien maîtriser les investissements et la dette, par une politique financière rigoureuse, sans satisfaire les besoins et demandes de toutes parts, tout en maintenant les acquis sociaux et la place de la Commune dans l'Agglomération fribourgeoise et le Canton. On ne le dira jamais assez, la bonne santé financière de la Commune ne profite pas seulement à ses citoyens, mais aussi à ceux de l'ensemble du Canton, en raison de la péréquation financière à laquelle Villars-sur-Glâne contribue pour le montant le plus élevé de l'ensemble des communes du canton, soit 8 millions de francs en 2016.

La législature 2011-2016 a connu un changement important au sein du Conseil communal, avec le départ, en 2014, de deux conseillers : Madame Annelise Meyer (PLR) et Monsieur Louis-Marc Perroud (PS), l'une pour des raisons d'âge et l'autre de santé. Ils ont été remplacés respectivement par Messieurs Olivier Carrel et Marc'Aurelio Andina. A deux ans de la fin de la période, c'est un nouveau challenge à la fois pour les nouveaux venus mais aussi pour le Conseil communal. La transition s'est bien passée et l'important dicastère des finances, détenu par le PS, est passé au PLR, dans un souci d'efficience et de continuité.

Cela dit, voici un tour d'horizon des réalisations de ces cinq années.

2 LES PLUS



Le Conseil communal dès 2011

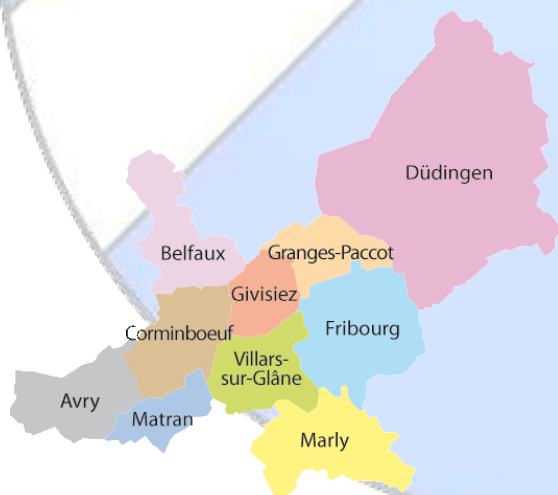


Les deux nouveaux Conseillers communaux

La vie politique

La première et plus importante constatation qu'il sied de relever est la bonne entente qui a régné au sein du Conseil, tous partis confondus, ce qui a permis sans aucun doute de mener à bien toutes les tâches et de faire face aux attentes et aux difficultés de manière unie.

Dans ce même ordre d'idées, nous avons mené et poursuivi les relations et collaborations avec les autres communes de l'Agglomération et hors Agglomération et même accueilli la Commune polonaise de Zagorz dans le cadre d'un projet d'aide au développement et d'échanges issu d'un programme entre la Suisse et l'Union européenne, afin que les nouveaux Etats membres de l'UE profitent du développement des Etats partenaires et procèdent à des échanges mutuels. C'est à la demande des autorités fédérales que nous avons accepté cette expérience avec une ville de taille analogue à la nôtre. Cela a aussi été bénéfique pour notre Commune qui a ainsi pu davantage s'ouvrir vers l'extérieur.



Pour ce qui est de l'Agglomération de Fribourg, les travaux du plan d'aménagement deuxième génération ont abouti et le PA2 a été accepté par la Confédération. L'accent est mis surtout sur un développement des zones déjà construites (densification) respectant au mieux l'environnement et sur une accentuation de la mobilité douce, des transports publics et des zones de détente, par exemple la réalisation de la Trans-agglo, épine dorsale de mobilité douce dont une grande partie traverse la Commune, notamment via la Dort-Verte et la liaison de Cormanon-Est à Fribourg. Des vélos électriques en libre service ont été installés dans la Commune. Le PA3, concrétisation et précision du PA2 est, à ce jour, en cours d'achèvement.

La vie sociale et culturelle

Dans le cadre de la Commission d'intégration des migrants, la Commune a participé au programme « Communes Sympas » mis en place par le Délégué cantonal à l'intégration, d'implantation d'un concept participatif à l'intention des habitants sous le nom de Villars-sympa. Plusieurs actions sont entreprises sous ce label : formation d' « agents sympas » qui feront le relais entre la population et l'administration ; mise en place d'un petit marché aux Dailles, concept d'échange de savoirs, création de jardins partagés, réalisation du sentier des « incroyables comestibles », petits déjeuners multiculturels et d'autres manifestations dans différents endroits de la Commune.



Au cours de cette législature, la Commune a institutionnalisé et intensifié les cours d'intégration et de français en faveur des migrants, afin de favoriser le mieux-vivre ensemble. Ces cours sont par ailleurs subventionnés par le Canton.

Pour les jeunes, outre les activités de prévention de l'animation socio-culturelle, la Commune a participé au programme Idée Sport Open Sunday en faveur de la jeunesse : il s'agit d'activités sportives en salle pour les jeunes, le dimanche, d'octobre à avril.

Du point de vue culturel, les subventions à la culture, outre les salles de spectacle, se font par le biais de l'Agglo qui a augmenté le montant des subventions accordées aux acteurs culturels et en a élargi le cercle des bénéficiaires. Par ailleurs, la Commune soutient aussi des associations de culture locale par des subsides octroyés via sa Commission culturelle.



Le Centre d'Arts Scéniques Nuithonie

La petite enfance n'a pas non plus été oubliée : pour satisfaire les demandes toujours croissantes en places d'accueil, l'offre des accueils extra-familiaux s'est considérablement étoffée, avec les repas de midi et des activités durant les 2 premières semaines de vacances. Pour coordonner toute l'infrastructure des besoins en matière extra-scolaire et extra-familiale, la Commune a créé une fondation qui regroupe toutes les institutions de la petite enfance, les mamans de jour et les accueils. Celle-ci a absorbé les crèches et permettra une gestion plus professionnelle et souple de tout le secteur au lieu de la dispersion en cours jusqu'ici, entre public et privé.

En ce qui concerne les écoles, la Commune a su réagir rapidement aux besoins scolaires, notamment à ceux liés à l'introduction de la 2^{ème} année d'école enfantine, obligatoire depuis la rentrée 2013, mais qui existe déjà depuis 2012. Il a fallu aussi réagir à l'augmentation exponentielle du nombre d'enfants et la Commune a recouru à l'implantation de pavillons qui sont opérationnels depuis la rentrée 2013. La construction d'une nouvelle école au Platy a débuté et le crédit accepté par le Conseil général en 2015. Par ailleurs, les bâtiments scolaires et sportifs sont en rénovation, d'une part à cause de leur vétusté et d'autre part pour élargir les offres en salles de sport et en salles de classe.

Pour rester dans le sport, la Commune sera dotée d'un terrain de football synthétique dont les travaux sont en cours d'achèvement ; la Commune voisine de Matran y participe aussi.



Vue du Centre sportif du Platy



Place minérale et actuel siège de l'administration

Question culture, le Conseil communal a décidé de la réunification des bibliothèques. Cette centralisation a pour but de rendre l'usage des bibliothèques plus harmonisé, convivial et efficace. Une bibliothèque centrale est installée comme jusqu'ici à l'ancienne école du village et des antennes sont maintenues dans les divers établissements scolaires, mais gérés depuis la centrale.



Les personnes âgées n'ont pas été en reste : le projet d'agrandissement de la Résidence Les Martinets est en bonne voie d'achèvement. Il a fallu lever les oppositions des voisins et tenir compte des impératifs de la Santé publique en matière de financement. Le projet choisi est salué unanimement pour sa qualité architecturale esthétique et surtout axé principalement autour des besoins de la personne âgée. Une vingtaine de lits supplémentaires seront ouverts et des chambres à 2 lits transformées en individuelles.



Les Martinets

Dans un souci d'améliorer la proximité avec les habitants, la Commune a introduit une rencontre annuelle d'accueil des nouveaux habitants, avec la présentation, par un petit film, de la Commune et un apéritif d'accueil en présence des conseillers communaux. Cette manifestation s'adresse à tous les nouveaux habitants de la Commune. Elle est subventionnée par le Délégué à l'intégration.

Depuis deux ans, le Conseil communal a décidé de parrainer un groupe folklorique dans le cadre des Rencontres de folklore internationales et permettre ainsi à la population d'assister gratuitement à une représentation de folklore d'un pays engagé dans les Rencontres et de mieux connaître les us et coutumes d'autres Etats.



La vie autour du territoire et du bâti

La Commune a toujours été soucieuse de la qualité environnementale et de son bâti. Dans cette optique, elle a mis en œuvre des mesures qui lui ont permis d'obtenir le label « Cité de l'énergie » et la certification « Commune à papillons », cette dernière implique qu'elle renonce à tondre systématiquement herbes et talus afin de laisser la place à la diversité biologique naturelle !



Villars-sur-Glâne
european energy award

Commune



à Papillons



Dans le but d'économiser l'énergie et de favoriser des moyens moins polluants et gourmands, nous avons entrepris des travaux d'assainissement de l'éclairage public, par étapes. Les bons résultats des efforts consentis ont vu le renouvellement, en 2015, du label Cité de l'énergie avec une augmentation du nombre de points requis.

La Commune a aussi créé un parking d'appoint à Villars-Vert pour rendre ce quartier plus respirable et lutter contre l'entassement des véhicules le long de la voie publique. Elle a aussi implanté une deuxième station Mobility car sharing aux Dailles.

Des travaux importants de réfection, outre le centre sportif et les bâtiments scolaires, ont été entrepris au cours de cette législature. Il s'agit de l'entretien des conduites et des routes. Il a fallu changer les conduites d'eau dans plusieurs quartiers, et les travaux ont pu être menés en même temps que ceux réalisés pour l'installation de la fibre optique et le chauffage à distance, en collaboration avec des partenaires privés, ce qui a permis des économies non négligeables de part et d'autre. La déchetterie principale a été réaménagée de manière à la rendre plus accessible et plus conviviale, de même qu'un trottoir bordant la route de Sainte-Apolline a été réalisé, avec une modération de trafic pour accroître la sécurité sur ce tronçon.

De manière générale, les zones 30 se sont multipliées dans les quartiers d'habitation, à la fois pour améliorer la sécurité des habitants et pour mieux canaliser les flots de véhicules qui empruntent souvent ces rues parallèles pour éviter le grand trafic.

S'agissant des terrains, la Commune a vendu une parcelle à Cormanon-Est pour la création d'un immeuble alliant habitation et commerces, afin de « fermer » le quartier. A cet égard, elle a veillé à ce qu'un projet de qualité se construise dans cette zone. Nous avons aussi acquis les 3 parcelles des Daillettes où se trouvaient les anciens chalets, devenus inhabitables. Cette acquisition complète le terrain déjà en mains de la Commune ; elle permettra aussi d'agrandir la route, de concert avec l'Etat et laissera en mains

communales une parcelle intéressante pour de futurs projets. La Commune a aussi acquis divers terrains vendus par des particuliers.

Enfin, pour ce qui est du nouveau bâtiment administratif de la Commune, une solution toute prête a pu être trouvée par l'achat d'une partie de l'ex-bâtiment du Crédit suisse et le déménagement est prévu pour l'été 2016. Ce projet sera soumis au Conseil général dans sa séance de février 2016.



L'aménagement du territoire a été un point central de discussions au cours de cette législature. Divers PAD ont été mis en œuvre, voire menés à terme (Platy, Vallon, PAD 34/35 Nicoli pour en citer les principaux) et des discussions sont en cours pour les aménagements importants que sont le Carrefour de Belle-Croix, la sortie d'autoroute dite Fribourg-Sud, avec le développement des terrains de Bertigny-Ouest. Mais c'est surtout le plan d'aménagement local – PAL – qui a occupé le Conseil communal. Mis à l'enquête préalable en 2014, après des années d'études préparatoires, la procédure d'élimination des divergences a duré un certain temps. Tandis que la version finale devait être mise à l'enquête en novembre 2015, les travaux ont pris du retard et, en définitive, le PAL ne sera pas mis à l'enquête définitive avant le printemps 2016. Il a fallu tenir compte de la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, entrée en vigueur entretemps qui a entraîné de notables conséquences sur notre plan. Par ailleurs, il faudra encore que ce plan soit compatible avec le plan cantonal et le PA2 et PA3 de l'Agglo. Il est destiné à gérer l'aménagement de la Commune ces quinze à vingt prochaines années ; c'est donc dire son importance et la nécessité impérieuse de ne pas précipiter les choses.

La vie économique

La situation économique de la Commune est florissante : une dette fortement diminuée, des rentrées fiscales régulières et importantes, des dépenses suivies et contrôlées afin d'éviter d'inutiles gaspillages et des investissements adéquats. La politique du Conseil communal s'est voulue prudente et réfléchie et cette volonté s'est montrée payante sur le moyen terme. A ceux qui l'accusent de manquer de vision d'avenir et d'être particulièrement frileux, le Conseil communal assume ses choix et rétorque que, face

aux incertitudes de l'économie mondiale et aux turbulences rencontrées ces dernières années, la seule attitude à adopter est celle de la maîtrise des flux financiers.

Le Conseil communal a intensifié ses relations avec l'économie locale, notamment en organisant des rencontres avec les entreprises d'importance. De plus, un apéro de l'économie locale a permis de réunir toutes les entreprises de la Commune, afin de mieux les connaître et de leur présenter les objectifs du Conseil communal, organisé de manière bisannuelle avec une présentation d'un thème intéressant les entreprises sises sur le territoire de la Commune ou avec un orateur de choix. C'est ainsi que le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Monsieur Yves Rossier est venu présenter l'état des négociations entre la Suisse et l'UE sur les bilatérales.



Un suivi du projet Agenda 21 a abouti, entre autres, à la réalisation d'une zone d'écologie industrielle dans le Parc d'activités de Moncor. L'écologie industrielle est un concept et un outil qui permettent d'identifier et de réaliser des synergies entre divers acteurs économiques (échanges d'informations, organisation de services communs, gestion optimisée des déchets, échanges de matières, eau et énergie, etc.). L'écologie industrielle propose une gestion innovante des flux de ressources et d'informations, qui concilie performance environnementale et compétitivité économique.

Parc d'activités de Moncor – réalisation d'écologie industrielle

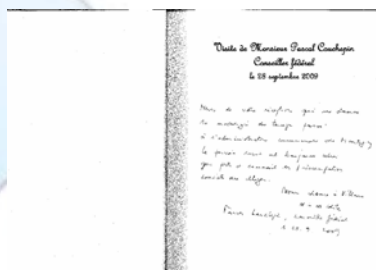


Ce projet, réalisé sous l'égide de la NPR avec le soutien du canton et de l'Agglo, a pour but de revaloriser et de redynamiser, dans une option de développement durable, une zone industrielle d'importance. La zone de Moncor compte parmi les industries les plus significatives et les plus prestigieuses du canton.

Faire collaborer entre eux les différentes entreprises et industries d'un potentiel très varié a été une belle réussite. Le projet a identifié 3 pôles d'intervention urgents : la mobilité (avec la sempiternelle question des parkings), la sécurité et la gestion des déchets, avec comme points secondaires : les infrastructures pour la petite enfance et la restauration.

La démarche a abouti également à la création d'une association « APAM – Association du Parc d'Activités de Moncor » qui aura pour but de défendre les intérêts des acteurs de cette zone et de rechercher des solutions aux problèmes rencontrés. A cet effet, un premier mandat a été confié à un bureau spécialisé en matière de mobilité et une démarche commune inter-entreprise de ramassage du personnel est en voie de développement.

Il a eu l'occasion de recevoir des hôtes de prestige, notamment l'ancien Conseiller fédéral Pascal Couchepin.



3 LES MOINS

La vie politique

Incontestablement, les (longs) travaux en vue de parvenir à une fusion entre six, puis trois communes de l'Agglo n'ont pas été couronnés de succès. Beaucoup de choses ont été écrites et dites sur ce dossier. Il ne s'agit pas de les reprendre ici, mais simplement de constater que l'abandon de ce projet tient surtout au coût qu'auraient dû supporter les seuls habitants de la Commune de Villars-sur-Glâne. Envers et contre tout, le Conseil communal constate que l'option n'était pas acceptable et que, quels que soient les reproches qui lui ont été faits, la responsabilité de l'échec ne lui en incombe nullement. Un désintérêt de l'Etat, allié à une manifeste mauvaise volonté de certains partenaires auront eu raison de la fusion. Le Conseil communal a pris ses responsabilités et il est prêt à en répondre devant la population de la Commune.

Fin de cet épisode pour cette législature. Néanmoins une motion déposée au Grand Conseil et acceptée par les députés contraint le Conseil d'Etat de prévoir la mise en place d'un processus – calqué sur la création de l'Agglo – pour favoriser la fusion du Centre cantonal fort, selon le terme consacré. Si une fusion de ce fameux Centre cantonal fort doit se faire, le Conseil communal est déterminé à ce qu'il ne se réalise pas aux dépens de la population de Villars-sur-Glâne, notamment s'agissant de l'assiette fiscale. Ce sujet sera le point chaud de la prochaine législature.



Un autre sujet à regret est lié au fonctionnement de l'Agglo. S'il est indéniable que l'Agglo représente un plus incontournable pour ce qui est d'un aménagement coordonné du territoire entre plusieurs communes, en revanche ses structures sont trop lourdes et sans doute mal adaptées aux réalités du terrain. Il n'est pas certain non plus que les autres tâches doivent absolument relever de l'Agglo : la promotion économique, par exemple, se heurte à un développement limité par celle du Canton, à un manque crucial d'aires d'implantation et tournée pour l'essentiel vers le centre ; la promotion culturelle n'englobe pas les salles de spectacle et la promotion touristique se décline par un mandat de prestations donné à Fribourg Tourisme, dont l'essentiel de l'activité est ancrée sur la Ville de Fribourg et pour cause ! Par ailleurs, la promotion sportive n'est pas une tâche de l'Agglo et, dès lors, ne permet pas d'aboutir à la réalisation d'infrastructures utiles à l'ensemble des communes.

De plus, la décision des habitants de Guin, associée à un désir non camouflé émis par des représentants d'autres communes de quitter l'Agglo accentuent davantage ce malaise et plaident en faveur d'une réforme urgente.

Enfin, dans les relations bilatérales, les synergies n'ont pas toujours été optimales et les relations sont devenues plus tendues avec notre grande voisine.



Les serrures sont parfois difficiles à forcer.....

La vie sociale et culturelle

Une déception aura été la lente évolution de la Coopérative Visal vers une coopérative conforme à ses buts. En effet, les appartements bénéficiant d'abattements de loyers sont très marginaux par rapport à l'ensemble des appartements loués. Cela tient à la politique menée lors de la construction des immeubles, de rendement à tout prix, voulue par les gestionnaires de la coopérative à ses débuts. Faute d'avoir recherché activement des familles ou des personnes susceptibles de bénéficier de loyers préférentiels, les appartements ont été loués à des familles au prix du marché. Comme la plupart sont occupés depuis le début, il est difficile de dénoncer les baux et il faut attendre des départs pour essayer de les relouer conformément à leur but initial. Actuellement toutefois un effort conséquent est fourni par l'actuel conseil d'administration et la régie qui gère les appartements, même si les choses n'ont pas avancé aussi vite que souhaité. De plus, une tendance réjouissante réside dans la coopération avec La Tuile pour la réinsertion par le logement. En 2015, toutefois, la Coopérative Visal a pu faire l'acquisition d'un appartement à Cormanon-Est qui servira au programme de réinsertion par le logement.

Un autre projet en faveur des personnes âgées a malheureusement dû être abandonné : il s'agit du projet d'implantation d'une résidence pour senior dans le quartier de Cormanon Est. Si ce projet n'a pas pu être mené à terme, c'est d'une part en raison des coûts trop importants en cette période de vaches maigres et d'autre part en raison du retrait du principal partenaire.

Enfin, la grande infrastructure sportive très attendue qu'est la piscine a connu des heurs et malheurs et, pour l'instant reste une expectative, bien que le Conseil communal ait décidé de soutenir un projet privé à Villars-sur-Glâne, au Platy, et prévoit une étude d'impact et de circulations à ce sujet.



Dans le registre des activités créatrices pour les enfants, les Mini Beaux Arts ont dû être arrêtés, faute d'intéressés en suffisance.

La vie autour du territoire et du bâti

La passerelle qui doit relier Villars-Vert à Vibro-Meter n'a pas encore été réalisée. Ce projet a pris du retard, car des discussions sont en cours autour de la sortie de l'autoroute, notamment dans le cadre du développement de Bertigny-Ouest. Le Canton par ailleurs examine de nouvelles options dans la refonte du carrefour de Belle-Croix et la sortie de l'autoroute qui suspendent la réalisation de ce projet. Il n'est, ainsi, pas certain qu'elle se fasse, suivant les variantes qui seront choisies. Les options du comité de pilotage mis en place par le canton dans l'optique de l'agrandissement de l'hôpital où il s'agit de prévoir une sortie directe sur l'autoroute et l'analyse de ce carrefour ont fait l'objet d'un message adressé au Grand Conseil afin de financer les études. Ce message, préparé à la fin de cette année, sera discuté en Commission des routes du Grand Conseil au début 2016 et d'ici la fin de l'année au plenum.



Au chapitre du développement des quartiers d'habitation, les travaux pour la mise en zone et la future construction d'immeubles aux Crosets n'ont pas pu être initiés. Une des raisons tient au Plan d'aménagement PA2 et à ses exigences, mais une autre est liée à la configuration du terrain qui rend complexe les propositions d'aménagement, lesquelles requièrent finalement davantage d'études.



Quant à l'intérêt de la Commune pour le rachat de bâtiments historiques sur son territoire, il n'a pas donné lieu à des concrétisations : ni la Villa de Courten ni le Château n'ont pu être acquis, et ce, pour l'essentiel, en raison des coûts importants qu'ils auraient généré à l'achat d'abord et surtout à l'entretien ensuite.



Dans la problématique des déchets, il est à déplorer l'impossibilité de canaliser les déchets « sauvages » et la difficulté à diminuer le nombre de déchets triés.

La vie économique

Le développement de la parcelle de Bertigny-Ouest a stagné : après que le Canton a placé cette zone en zone stratégique d'importance et en projet pilote pour l'implantation d'entreprises à très haute valeur ajoutée, les travaux ont été suspendus et aucun avancement du projet n'a pu être réalisé. Néanmoins, le site a été retenu comme futur site pour un nouveau CIG regroupant plusieurs communes et des particuliers.

Au regard de l'administration, la gestion électronique des données (GED) connaît quelques toussotements et des retards, tandis que l'optimisation de l'économie énergétique du parc informatique avance avec peine.

Du point de vue du personnel, une augmentation sensible du nombre de femmes aux postes de cadres a pu être réalisée, permettant ainsi à la Commune de bien se positionner dans le cadre de l'introduction de l'égalité des salaires entre hommes et femmes.



4 LES DEFIS POUR LA PROCHAINE LEGISLATURE

La nouvelle législature qui s'annonce ne sera pas de tout repos pour les communes, surtout dans la conjoncture mondiale et fédérale actuelle.

Au plan fédéral, un gros dossier est en préparation. Il s'agit de la troisième réforme de l'imposition des entreprises, dite RIE III. Elle s'élabore péniblement entre la Confédération et les Cantons, pour être en phase avec ce qui est exigé au plan international, mais avec des conséquences graves sur les communes. Elle s'accompagne de pertes fiscales importantes et la compensation au plan communal, en l'état actuel du projet, est encore floue, même si le Canton a promis un geste à l'égard des communes. Dans la configuration des recettes fiscales de Villars-sur-Glâne, où les rentrées des personnes morales dépassent celles des personnes physiques, il y a lieu de craindre des pertes importantes. Une première estimation, basée sur les prémices de cette réforme, laissait entrevoir une perte de 8 à 10 millions de francs. Si les cantons obtiennent des compensations de la part de la Confédération, les communes lésées devraient aussi en profiter, mais rien n'est encore acquis au stade actuel des discussions.

Le Conseil fédéral prépare également des adaptations de lois, notamment fiscales (par exemple, il veut soumettre à la TVA les places de parking situées sur sol public – contre l'avis des associations communales) qui auront des répercussions directes sur les communes. Il y a donc lieu de bien suivre cette politique nationale et de faire entendre notre voix, ce qui peut notamment être le cas par le truchement de l'Association des communes suisses dont nous sommes membres.

Selon la loi, les charges spécifiques des centres urbains doivent être reconnues et compensées de manière équitable ; elles font ainsi l'objet d'évaluations périodiques par le Conseil fédéral, tous les quatre ans, dans le cadre du rapport sur l'exécution et les effets de la péréquation financière entre la Confédération et les cantons, présenté à l'Assemblée fédérale, selon l'art. 18 de la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC). Ce rapport qui porte sur la période 2012 à 2015, expose le degré de réalisation des buts de la péréquation financière durant la période écoulée et propose d'éventuelles mesures pour la période suivante. Il livre en outre les bases de décision nécessaires pour fixer les dotations respectives de la péréquation des ressources et de la compensation des charges durant la période 2016 à 2019, ainsi que pour procéder à d'éventuels changements ou ajustements du système de péréquation financière nationale en place. Or il ressort dudit rapport que les charges socio-démographiques et les charges des centres sont moins compensées que les charges topo-géographiques. La compensation des charges communales n'est pas obligatoire. Mais on est en droit d'attendre une meilleure compensation des charges de centres urbains, revendication sans cesse renouvelée par l'Association des communes suisses.

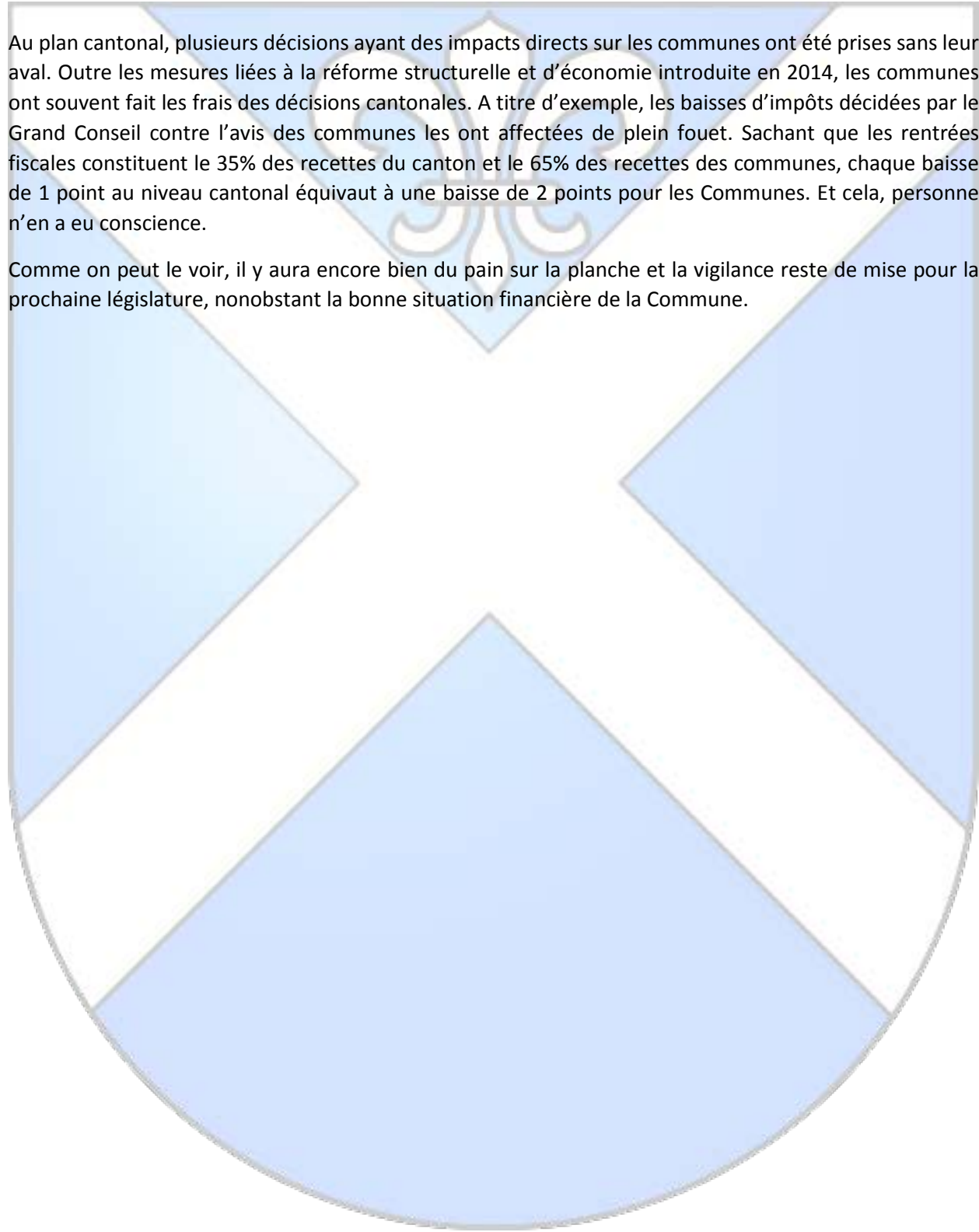
Un autre exemple concerne les charges sociales liées. Les charges sociales ne doivent pas être reportées unilatéralement sur les villes et les communes. Au niveau des charges liées, les hausses de coûts dans le financement des soins, par exemple, ont provoqué des dépenses plus élevées des villes et des communes dans le domaine des prestations complémentaires (PC). La réforme structurelle et d'économies du Conseil d'Etat a encore augmenté la participation des communes dans ce domaine.

Pour ce qui est de la politique d'intégration, avec un subventionnement fédéral ou cantonal, les décisions sont souvent prises par la Confédération et les cantons. Les villes doivent être systématiquement intégrées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques d'intégration de la Confédération et des

cantons. Elles apportent leurs expériences et leur savoir-faire. L'intégration sur le lieu de travail a été encouragée en collaboration avec les milieux économiques et doit se faire de concert avec les Villes.

Au plan cantonal, plusieurs décisions ayant des impacts directs sur les communes ont été prises sans leur aval. Outre les mesures liées à la réforme structurelle et d'économie introduite en 2014, les communes ont souvent fait les frais des décisions cantonales. A titre d'exemple, les baisses d'impôts décidées par le Grand Conseil contre l'avis des communes les ont affectées de plein fouet. Sachant que les rentrées fiscales constituent le 35% des recettes du canton et le 65% des recettes des communes, chaque baisse de 1 point au niveau cantonal équivaut à une baisse de 2 points pour les Communes. Et cela, personne n'en a eu conscience.

Comme on peut le voir, il y aura encore bien du pain sur la planche et la vigilance reste de mise pour la prochaine législature, nonobstant la bonne situation financière de la Commune.





La Mascotte de la Grange, la vache R'belle

Villars-sur-Glâne, le 30 décembre 2015

Erika Schnyder, syndique

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'E' followed by a series of loops and a final vertical stroke.